

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Perpignan, le 25/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE PROVENCALE NAU BOUQUES

Nau Bouques
66600 VINGRAU

Réf. : 2022-36-PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans la CARRIERE PROVENCALE NAU BOUQUES implanté sur la commune de VINGRAU.

L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre :

- du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans, la dernière inspection ayant eu lieu le 02/10/2015;
- d'un signalement de la FRENE 66 du 17/01/2022 concernant « des mouvements de gros camions sur les communes de Vingrau et Tautavel ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PROVENCALE NAU BOUQUES
- Nau Bouques 66600 VINGRAU
- Code AIOT dans GUN : 0006604892
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La PROVENCALE transforme depuis 1933 les carbonates de calcium extraits de ses diverses carrières en produits industriels. Cette entreprise dont le siège social se trouve à Brignoles, dispose de plusieurs usines situées en France et à l'étranger. L'usine principale est toutefois celle située dans les Pyrénées-Orientales.

Le gisement exploité est associé aux formations calcaires blanches datées du Jurassique Supérieur. Cette formation spécifique en forme de filon se localise sur les communes de TAUTAVEL, VINGRAU et ESPIRA-DE-L'AGLY et est exploitée par les sociétés OMYA et PROVENCALE sur plusieurs carrières. Il constitue l'un des plus importants gisements de calcite blanche au monde.

Historiquement l'exploitation de la carrière «Nau Bouques» était associée à la carrière «La Narède» située à proximité.

Initialement ces carrières ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1973 puis

renouvelées pour une durée de 20 ans par l'arrêté préfectoral du 27 juin 1984.

A l'issue de l'instruction de la 2ème demande de renouvellement en 2004, seul le site de «La Narède» a été autorisé ce qui a conduit à suspendre l'exploitation sur «Nau Bouques».

Après une longue période d'instruction, le renouvellement et l'extension de la carrière Nau-Bouques ont été autorisés par arrêté du 25/03/2014.

L'autorisation a été accordée pour une durée de 30 ans et concerne une surface de 40ha 45a.

La mise en exploitation de ce site nécessite une dérogation pour destruction d'espèces et d'habitats d'espèces protégées. Cette dérogation a été accordée par arrêté du 03/02/2015.

A la suite de l'obtention de cette dérogation une 1ère phase de défrichement a été mise en œuvre sur le mois de février 2015, qui a concerné les emprises d'accès à terrasser et à aménager ainsi qu'un partiel de la surface d'exploitation phase 1.

Le défrichement a été arrêté fin février compte tenu des périodes autorisées par l'arrêté de dérogation.

Actuellement la dérogation est suspendue suite au jugement en référés du 20/07/2015.

L'exploitation de cette carrière ne peut actuellement être réalisée que sur les zones défrichées en février 2015 et antérieurement qui sont considérées comme dénaturées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite l'inspection a pu constater que :

- l'exploitation est circonscrite au périmètre qui a été défriché pendant le mois de février

- 2015 suite à l'obtention de l'autorisation d'exploitation et de dérogation et antérieurement ;
- il n'y a pas eu d'extension de ce périmètre défriché par rapport au plan annexé au constat d'huissier établi en 2015 ;
- l'exploitation est cohérente avec le plan de phasage, bien que le rythme ait été ralenti compte tenu de l'instruction judiciaire en cours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC4-Entretien des clôtures	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC1-Périmètre défriché	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.2
PC2-Respect du phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.5
PC3-Exploitation des versés	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- zone défrichée ;
- piste d'accès ;
- travaux d'exploitation de 2022.

Cette visite a amené un constat de fait susceptible de suites administratives concernant la clôture sur la zone limitrophe avec la carrière de « La télévision » de la société OMYA qui est en partie détériorée.

Ce fait n'engageant pas la sécurité, ne présentant pas un risque important pour la protection de l'environnement et pouvant être corrigés rapidement, l'inspection a proposé au préfet de différer l'application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en laissant un délai de 2 mois à l'exploitant pour se mettre rapidement en conformité et le confirmer à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC1-Périmètre défriché

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.2
Thème(s) : Autre, Défrichage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le défrichement est réalisé en période compatible avec le cycle biologique des espèces. <i>L'arrêté de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées du 03/02/2005 autorise le défrichement de la végétation uniquement entre le 15 août et le 28 février.</i></p> <p>Préalablement au défrichage l'emprise des terrains à exploiter fait l'objet d'une délimitation rigoureuse par l'intermédiaire de bornes facilement visible et repérable de loin ou par des dispositifs d'efficacité équivalente, placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.</p>
<p>Constats : Pour rappel des travaux de défrichement et décapage ont été régulièrement menés sur cette carrière en février 2015 suite à l'autorisation délivrée le 25/03/2014 et à l'arrêté du 03/02/2015 portant dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées.</p> <p>Sur les 3,7 ha prévus en défrichement durant la première phase d'exploitation, environ 1,4 ha ont été défrichés.</p> <p>La dérogation ayant été suspendue suite au jugement en référés du 20/07/2015, la PROVENCALE n'a plus l'autorisation de reprendre les opérations de défrichement et décapage.</p> <p>L'autorisation d'exploiter étant par contre en vigueur, la société PROVENCALE peut poursuivre l'exploitant sur la zone de 1,4 ha défrichée considérée comme ayant été dénaturée.</p> <p>Compte tenu du contexte les travaux d'aménagement préalables à l'exploitant ont fait l'objet d'un constat d'huissier le 27/02/2015. En particulier ce constat porte en particulier sur l'emprise de la zone défrichée.</p> <p>En préparation de l'inspection la société PROVENCALE a transmis la mise à jour de janvier 2022 du plan d'exploitant qui comporte une photographie aérienne et permet de confirmer que l'exploitation actuelle reste circonscrite à la zone défrichée en février 2015 et antérieurement.</p> <p>La visite de terrain a permis de vérifier également que le périmètre défriché n'a pas été étendu et par sondage la présence des jalons délimitant le pourtour du site autorisé.</p> <p>La société PROVENCALE confirme que les extractions sont limitées par rapport au prévisionnel afin de préserver la réserve exploitable, le filon de Nau Bouques présentant des caractéristiques permettant, par mélange, la valorisation des gisements des autres carrières.</p> <p>La PROVENCALE indique que depuis 2015 environ 74 kt ont été extraits sur la carrière de Nau-Bouque dont près de 50 kt sur 2021.</p> <p>Suite à la visite la société PROVENCALE propose d'ajouter des jalons afin de mieux visualiser sur le terrain le périmètre de la zone défrichée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC2-Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.5
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Le phasage respectera les modalités précisées dans le dossier de demande d'autorisation. Les principales données du phasage d'exploitation sont reprises ci-après : 1ère phase quinquennale (2014 à 2019) : <ul style="list-style-type: none">• Création des bassins de décantation• Mise aux dimensions et en conformité de la piste d'accès ;• Mise en sécurité du front actuel ;• Démarrage de l'exploitation sur les niveaux 410, 395, 380• Finalisation de l'exploitation du niveau 410• Démarrage du réaménagement du niveau 410 en commençant par l'extrémité nord,
Constats : Les travaux d'extraction sont menés sur les niveaux 380, 395 et 410 conformément au plan de phasage. La fin de l'instruction des procédures judiciaires en cours depuis 2015 (7 ans) conditionnera la poursuite éventuelle de l'exploitation de la carrière et nécessitera le cas échéant une mise à jour du plan de phasage. Dans l'attente de la décision judiciaire définitive, la piste d'exploitation n'a pas été revêtue ni redimensionnée. En mesure compensatoire la PROVENCALE a établi un sens unique de circulation en réutilisant l'ancienne piste. La hauteur du front résultant de l'exploitation ancienne a été mis en conformité (<15m). Dans l'attente de la décision judiciaire définitive, les 2 bassins de décantation prévus au dossier de demande d'autorisation n'ont pas été réalisés. L'exploitant présente une note concernant la modification de la gestion des eaux pluviales qui redimensionne le bassin en cohérence avec la surface effectivement défrichée et confirme que les eaux pluviales sont canalisées vers le point bas du niveau 380 qui permet de contenir les eaux pour une pluie de période de retour centennale. L'inspection n'a pas constaté d'écoulement particulier au cours de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC3-Exploitation des verses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.7.8
Thème(s) : Autre, Verses
Prescription contrôlée : Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'apport et le stockage de matériaux extérieurs au site sont interdits. Le stockage de matériaux en dehors des zones exploitées est interdit
Constats : La PROVENCALE précise qu'actuellement aucun stockage de matériaux n'est réalisé sur le site de NAU BOUQUES tous les matériaux extraits sont ramenés sur Montpins et valorisés. Le plan de gestion des déchets est toutefois transmis en séance. Ce plan prévoit les conditions d'utilisation des stériles dans le cas d'une décision judiciaire favorable pour la poursuite de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC4-Entretien des clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 8.1.3
Thème(s) : Autre, Signalement des dangers
Prescription contrôlée : Le danger que représente l'exploitation de la carrière est signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Au moins une pancarte doit être visible à tout point de la clôture. Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes prévues à l'article 8.1.2 sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications seront consignées sur un registre ouvert à cet effet.
Constats : Au cours de la visite du site l'inspection constate qu'une partie de la clôture sur la zone mitoyenne avec la carrière de la société OMYA est détériorée, vraisemblablement suite à des tirs de mines sur cette dernière exploitation. <u>Écart à corriger</u> : la clôture doit être réparée et le bon état de la clôture et la présence des panneaux doit être vérifiés, sur tout le pourtour du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Réponse de l'exploitant :